

RAPPORT INTRODUCTIF

par M. Herman Van Rompuy

Président du Centre International de Formation Européenne, Président émérite du Conseil Européen, ancien Premier Ministre de la Belgique.

Il n'y a pratiquement pas de moment plus opportun qu'aujourd'hui pour parler d'énergie. La guerre en Ukraine et tout ce qui en découle a un impact énorme à court et à long terme sur les prix et les approvisionnements, c'est-à-dire sur nos économies et leur compétitivité, sur le mode de vie de nos citoyens, sur les relations géopolitiques dans le monde. Mais le secteur de l'énergie avait déjà connu quelques développements révolutionnaires auparavant. Laissez-moi d'abord m'attarder sur ce point.

Au préalable, je tiens encore à souligner que l'énergie a été à l'origine de l'UE en 1950 par la création de la CECA et en 1958 par celle d'Euratom. Il est paradoxal qu'ensuite l'énergie soit devenue une compétence presque entièrement nationale là où elle était donc une compétence supranationale au départ avec le charbon !

Quant aux développements révolutionnaires, je mentionne l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste, notamment aux États-Unis. Elle a fait des États-Unis un exportateur net et, par conséquent, ils ne dépendent plus du tout du Moyen-Orient. Ils sont beaucoup plus indépendants stratégiquement que l'UE ou la Chine : un avantage géopolitique énorme.

La deuxième nouveauté a été la percée des énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire. Jusqu'à il y a environ 20 ans, les deux étaient considérés comme du folklore. La prise de conscience du caractère dramatique du changement climatique a changé la perspective. Les politiques climatiques et énergétiques vont désormais de pair. Il ne s'agit plus seulement d'une question de stratégie économique et politique, mais de survie en tant que genre humain. Cela explique également le processus global de la COP. Le multilatéralisme est en crise mais le climat y échappe, du moins jusqu'à la dernière conférence de Sharm el Sheikh. J'espère que je me trompe ! Les énergies renouvelables ont également bouleversé le modèle économique des entreprises énergétiques. Une partie de la production est désormais décentralisée. Chaque maison ou entreprise peut (ce n'est encore qu'une petite minorité) désormais être son propre producteur.

La politique climatique a bien sûr aussi une dimension économique. Dans le vaste programme de relance européen de 750 milliards d'euros pour les années 2021-2024, environ 40 % sont consacrés au climat et donc aussi à l'énergie. Chaque acteur géopolitique veut être un leader ou une référence en matière de technologie climatique et de ses applications. C'est l'avenir. L'UE impose des normes sur les émissions de gaz à effet de serre qui sont aussi contraignantes que les normes budgétaires du PSC. Pour les voitures, l'Union souhaite même que toutes les nouvelles véhicules soient entièrement électriques d'ici 2035. En 2026, nous vérifierons si tout cela est réalisable, mais la tendance est claire. On peut imaginer ce que cela signifiera pour la production d'électricité et dans d'autres domaines. En 2030, nous devons légalement atteindre la norme de -57% d'émissions. par rapport aux niveaux de 1990. Lorsque j'étais encore président du Conseil européen, nous avons convenu d'atteindre -40%. Nous pensions être ambitieux à l'époque!

La politique climatique est consensuelle tant qu'elle n'est pas concrète. Dès que vous entamez le débat sur les moyens et les mesures, il y a controverse. Il sera donc très important de veiller à une répartition équitable des charges pour les familles et les entreprises. La dimension sociale devient essentielle pour l'acceptation de cette politique.

Une autre question est de savoir ce que l'UE fera si tous les pays du monde n'ont pas les mêmes ambitions en matière de climat et d'énergie. C'est pourquoi l'UE veut imposer une taxe carbone sur les importations en provenance de pays dont les normes d'émission sont faibles, faute de quoi notre industrie risque d'être encore plus touchée qu'elle ne l'est déjà par le différentiel de prix élevé sur les coûts énergétiques. Prenez par exemple le prix du gaz, qui est quatre à cinq fois plus élevé chez nous qu'aux États-Unis.

L'énergie est une arme de guerre depuis le 24 février. L'UE a immédiatement voulu réduire de manière drastique sa dépendance au gaz et au pétrole russes, sinon, nous financions la machine de guerre russe. La Russie a rapidement compris que le marché européen était désespérément perdu pour elle et a elle-même coupé les approvisionnements de beaucoup de pays européens. Elle a utilisé son énergie comme une sorte de chantage sur notre population dans l'espoir que les gens se retournent contre les sanctions économiques contre la Russie. Poutine voulait nous imposer un hiver froid et dur. Ce schéma a déjà presque échoué aujourd'hui car les pays européens ont eux-mêmes diversifié leurs approvisionnements énergétiques et nous pourrions peut-être passer cet hiver sans le gaz russe. Cependant, la Russie adopte une approche encore plus dure et impitoyable à l'égard de l'Ukraine. La Russie veut que les Ukrainiens émigrent vers l'UE pour échapper au froid qui règne dans leur pays. Une crise migratoire devrait donc déstabiliser l'UE. L'énergie et la nourriture sont devenues de simples armes de guerre. Un creux éthique dans les 70 dernières années

La guerre a appris à l'UE qu'elle avait eu tout à fait tort de se rendre aussi dépendante de la Russie. Cela s'est produit même après l'annexion de la Crimée et pendant les combats dans le Donbas qui ont coûté la vie à 13 000 personnes depuis 2014, jusqu'au début de cette année. Quelle naïveté de la part de certains pays de penser que Poutine changerait parce qu'ils deviendraient des partenaires commerciaux! La Russie d'aujourd'hui ne comprend que le langage de la force brute. Pour eux, aucune rationalité économique ne compte. Seuls le pouvoir et le nationalisme comptent. Il faut donc espérer que nous serons plus sages en ce qui concerne notre dépendance à l'égard de la Chine. Pour les neuf premiers mois de cette année, nous avons importé 237 milliards d'euros de marchandises en provenance de la Chine de plus que nous n'en avons exporté vers elle. Ce déficit en dit long sur notre dépendance.

La guerre en Ukraine nous oblige également à abandonner d'autres tabous. Dans de nombreux pays, l'énergie nucléaire est désormais perçue sous un jour différent de celui des 30 dernières années. La durée de vie des centrales nucléaires est prolongée, on rêve parfois à voix haute d'unités plus petites et flexibles ou des possibilités de l'hydrogène vert. Il s'agit non seulement de l'absence d'émissions, mais aussi de l'indépendance énergétique et de la réponse aux besoins colossaux en électricité à l'ère du numérique et de l'électrification du transport. Le prix de l'énergie encouragera de grandes économies, ce qui réduira également notre dépendance vis-à-vis de tiers et évitera certains investissements coûteux. Le prix du pétrole et du gaz a déjà fortement baissé mais ne retrouvera pas les niveaux d'avant-guerre ou de l'été dernier.

Les États membres de l'UE prennent eux-mêmes de nombreuses mesures, parfois de concert avec d'autres, parfois non. Ce dernier point est regrettable. Le comportement "sauve qui peut" des États-nations après l'invasion russe a fait grimper les prix inutilement, de même que la spéculation. L'époque où un pays peut fermer des centrales nucléaires sans en informer ses voisins ou interdire sur son territoire des pipelines qui relient énergétiquement deux autres pays voisins, est révolue. Cela n'a rien à voir avec la souveraineté mais cela aurait dû à voir avec le bon sens. Les véritables décisions communautaires sont trop rares dans l'UE en dehors de l'imposition de sanctions, notamment sur les importations d'énergie russe. Je répète que la politique climatique européenne a un impact majeur sur la politique énergétique, non seulement en ce

qui concerne les normes d'émission obligatoires, mais aussi dans le cadre du système ETS (Emission Trading Scheme, en français le système communautaire d'échange de quotas d'émission). J'espère que nous tirerons toutes les leçons de cet guerre tragique (qui, soit dit en passant, n'est pas terminé), mais je n'en suis pas tout à fait sûr.

L'Union veut être un acteur géopolitique mais comment le faire si nous restons si dépendants des autres ? Le concept d'"autonomie stratégique" a pris une importance considérable au cours de l'année écoulée. L'énergie est très importante ici, mais pas seulement. Mais nous devons aussi penser géo-économiquement. Les prix actuels de l'énergie peuvent constituer une incitation supplémentaire à de nouvelles délocalisations pour nos industries déjà en difficulté. Nous devons éviter une guerre commerciale avec les États-Unis, mais nous ne devons pas non plus être naïfs à cet égard. Nous devons faire comprendre à nos amis américains que la concurrence doit être loyale, sinon nous devrons réagir. Les entreprises à forte intensité énergétique doivent avoir un avenir durable sur notre continent.

Les enjeux sont donc élevés. L'énergie est presque aussi cruciale pour l'Union qu'elle l'était en 1950. Si Jean Monnet était encore parmi nous, il serait sûrement d'accord. Nous n'avons donc pas besoin de moins d'Europe, mais de plus d'Europe. Le moins que l'on puisse faire est de coordonner les politiques nationales et certainement pas de se contrarier mutuellement sur les questions d'approvisionnement. À plus long terme, les énergies renouvelables et les autres combustibles non fossiles devraient nous rendre indépendants sur le plan énergétique. La politique climatique nous aidera à atteindre des objectifs géopolitiques. En ce sens, la crise actuelle pourrait accélérer cette évolution. Il est tragique qu'une guerre avec ses dizaines de milliers de morts - peut-être même beaucoup plus - y contribue. Mais, peu importe, profitons de cette crise pour éviter de futures guerres car la soif de la Russie pour plus de territoires ne s'arrête pas à l'Ukraine. L'autonomie énergétique rend l'Union plus forte et mieux à même d'être solidaire de ceux qui sont victimes d'agressions.